

SOINS DE SANTÉ ET VIOLENCE

LA NÉCESSITÉ D'UNE PROTECTION EFFICACE

DOCUMENT D'ORIENTATION PRÉPARÉ

À L'OCCASION DE LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES SOINS DE SANTÉ ET LA VIOLENCE,
ET LA NÉCESSITÉ D'UNE PROTECTION EFFICACE, À LA 69^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES.
NEW YORK, LE 25 SEPTEMBRE 2014

HALTE À LA VIOLENCE
CONTRE LES SOINS DE SANTÉ

C'EST UNE
QUESTION
DE **VIE**
OU DE MORT



CICR



CICR

Comité international de la Croix-Rouge
19, avenue de la Paix
1202 Genève, Suisse
T +41 22 734 60 01 F +41 22 733 20 57
E-mail: shop@icrc.org www.icrc.org
© CICR, septembre 2014

Contexte

Les violences contre le personnel et les structures de santé, les véhicules médicaux et les patients durant les conflits armés et autres situations d'urgence figurent parmi les plus graves défis humanitaires du monde d'aujourd'hui. Les actes violents, qui restreignent l'accès des personnes qui en ont le plus besoin aux services de santé et perturbent le fonctionnement des systèmes de santé, ont des conséquences graves, à court et à long terme.

Peter Maurer, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a souligné l'ampleur alarmante du problème.

Une étude du CICR, publiée en avril 2014, a recensé plus de **1 800 incidents incluant des actes graves ou des menaces de violence, enregistrés dans 23 pays ou régions** entre janvier 2012 et décembre 2013. **Plus de 90 % de ces incidents touchaient des personnels de santé locaux.**

Le plus préoccupant est que trop d'incidents ne sont pas comptabilisés, car lorsque des actes ou des menaces de violence empêchent le personnel de santé, les gouvernements et les organisations internationales de dispenser des soins médicaux aux personnes qui en ont besoin, le nombre de personnes qui continuent de souffrir de maladies ou de blessures augmente. De plus, les statistiques ne reflètent pas les effets indirects et en cascade des violences sur un système de santé, notamment le départ du personnel médical et la destruction ou la fermeture des structures de santé, qui privent des communautés entières d'un accès à des services essentiels.

En 2011, la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a adopté une résolution appelant le CICR à mieux faire connaître ce problème. Elle demandait au CICR de consulter les États, les composantes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et d'autres personnes ou groupes concernés, dans le but de formuler des recommandations concrètes visant à renforcer la sécurité de la fourniture de soins de santé. À cette fin, le CICR et les composantes du Mouvement ont lancé le projet **« Les soins de santé en danger »**.

Cette initiative a défini plusieurs mesures clés que les États peuvent prendre pour garantir un accès sûr aux soins de santé, par exemple l'adoption d'une législation nationale stricte, l'échange de bonnes pratiques, et le soutien aux activités de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour rendre les systèmes nationaux de santé plus résilients.

Sensibilisation

La question des soins de santé et de la violence est largement reconnue comme un sujet de préoccupation grave au niveau mondial. À la 67^e Assemblée mondiale de la Santé, en mai 2014, la directrice générale de l'OMS, le docteur Margaret Chan, a déclaré que le personnel de santé était plus que jamais pris pour cible. Ce fait influence aussi les efforts actuels visant à élaborer un programme de développement pour l'après-2015, et les consultations en vue du Sommet humanitaire mondial, qui aura lieu en 2016. En étroite partenariat avec des parties prenantes importantes et expérimentées, notamment le Comité international de médecine militaire, l'Association médicale mondiale, le Conseil international

des infirmières et Médecins sans frontières (MSF), le CICR continue de faire connaître ce sujet et d'accroître ses connaissances en la matière. De nombreux États et organisations régionales ont tenu des ateliers thématiques pour débattre de différents aspects du problème, notamment la pratique militaire, les services d'ambulance dans les situations à haut risque, la sécurité des structures de santé, la législation nationale et la justice. En parallèle, le CICR s'est entretenu à ce sujet avec des groupes armés non étatiques.

En consultant des associations de praticiens de la santé, le CICR vise à trouver un accord au sujet d'une base commune de principes éthiques. Les organisations civiles et militaires de soins de santé ont en commun l'objectif crucial d'améliorer la sécurité du personnel de santé et d'autres équipements sanitaires pour garantir la fourniture impartiale et efficace de soins de santé en toutes circonstances, que ce soit en temps de paix ou dans le cadre de situations de violence ou de conflit.

Rôle clé des États

L'amélioration de la protection des services de santé est une entreprise complexe qui requiert la participation active de nombreuses parties prenantes. Cependant, l'État a un rôle particulièrement crucial à jouer pour atténuer les violences commises à l'encontre du personnel et des structures contribuant à la fourniture de soins de santé. Les États peuvent prendre différentes mesures concrètes pour renforcer la protection de leurs systèmes de santé et leur résilience face aux crises.

Mesure 1 : Les gouvernements devraient examiner et, si nécessaire, réviser leur législation nationale pour protéger le personnel et les structures de santé, les véhicules médicaux et les patients. Les efforts visant à adopter des mesures de mise en œuvre au niveau national devraient être intensifiés.

Entre autres mesures visant à protéger le personnel et les structures de santé, les véhicules médicaux et les patients, les États peuvent notamment procéder à des investissements dans un système de soins de santé solide et efficace, s'appuyant sur la législation nationale. C'est important pour prévenir et atténuer les obstacles qui peuvent se présenter durant les situations de violence et les conflits armés. Les violences ont un impact perturbateur sur les programmes de santé préventive, comme les campagnes de vaccination, avec des conséquences durables. Le CICR et l'OMS s'attachent à mieux faire connaître les lois qui protègent le personnel et les structures de santé, les véhicules médicaux et les patients. La participation de chaque État est essentielle pour garantir que le droit à des soins de santé soit mis en œuvre grâce à la fourniture sans discrimination de soins de santé primaires, notamment de soins de santé préventifs et curatifs et de services de réadaptation. Les États sont encouragés à demander activement le soutien de la communauté internationale par le biais de la coopération et de l'assistance internationales.

Mesure 2 : Les États, avec les associations de praticiens, sont encouragés à faire connaître les défis qu'ils rencontrent et à diffuser leurs meilleures pratiques afin de contribuer à l'élaboration de politiques plus fermes et de mesures concrètes de mise en œuvre.

Bien que certains États aient pris des mesures pour prévenir et réduire les obstacles à la fourniture sans danger de soins de santé, il faut en faire plus pour faire face aux conséquences des attaques lancées contre les systèmes de santé. Les bonnes pratiques devraient être compilées et largement diffusées. Il est toujours essentiel de mieux faire

connaître les attaques contre la fourniture de soins de santé, qui ont des conséquences à la fois immédiates et durables pour les individus et pour le développement social et économique des communautés.

Mesure 3 : Les États sont encouragés à envisager une proposition de résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, réaffirmant la nécessité de répondre aux violences faites aux personnels et aux structures de santé, aux véhicules médicaux et aux patients, par des mesures de prévention. L'Assemblée mondiale de la Santé devrait renforcer le rôle de l'OMS en termes de soutien aux efforts des États visant à améliorer la résilience des systèmes nationaux de santé.

Les États et les organisations internationales peuvent contribuer à faire connaître le besoin urgent de répondre aux actes violents qui entravent la fourniture de soins de santé aux échelons national et international. L'OMS peut aider ses États membres à mettre en place des systèmes de santé résilients.

Il est essentiel de mieux protéger les personnels et les structures de santé, ainsi que les bénéficiaires, contre les violences ; c'est une question de vie ou de mort. Le CICR et l'OMS sont prêts à assister les États dans ce processus crucial.

Les soins de santé en danger : ressources utiles

Plateformes Internet

Site public : www.healthcareindanger.org

Plateforme en ligne de la communauté d'intérêt : www.healthcareindanger.ning.com.

Ces ressources rassemblent une grande variété de documents publics, d'outils et d'événements produits par le CICR et les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi que, notamment, MSF, l'Association médicale mondiale et le Conseil international des infirmières.

Principaux rapports et publications (accessibles sur la plateforme en ligne)

Promoting military operational practice that ensures safe access and delivery of health care

Les services ambulanciers et préhospitaliers dans les situations de risque

Les soins de santé en danger : les responsabilités des personnels de santé à l'œuvre dans des conflits armés et d'autres situations de violence

Les soins de santé en danger : exposé d'une urgence

Recommandations des ateliers d'experts et des ateliers du Conseil des Délégués soumises aux Sociétés nationales

Rapports sur les incidents et sur le contexte

Violent incidents affecting health care (2013)

Violent incidents affecting the delivery of health care (2014)

Health Care in Danger: A sixteen-country study (2011)

Vidéo

Disponibles sur : <https://www.icrc.org/en/resource-centre>

Chercher sous les titres :

Les soins de santé en danger : le coût humain

Les soins de santé en danger – perspectives

Magazines

« Health Care in Danger », in *International Humanitarian Law Magazine*, Croix-Rouge australienne, n° 1, 2013, disponible sur : <http://www.redcross.org.au/health-care-in-danger.aspx>.

« Violence against health care (I): The problem and the law », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 95, n° 889, printemps 2013

Autres ressources ne faisant pas partie du projet « Les soins de santé en danger »

British Medical Association, *Ethical decision-making for doctors in the armed forces: A tool kit*, 12 mai 2014, disponible sur : <http://bma.org.uk/ethics>.

MISSION

Organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence.



CICR